

## L'énigme malienne

Une analyse politique polémique. Günther Lanier. Ouagadougou, 13 décembre 2016

Notre pays voisin va mal. Plus mal que notre Burkina, et c'est beaucoup dire. Depuis que les choses se sont gâtées à la fin du règne d'ATT (Amadou Toumani Touré), depuis qu'une bonne partie du pays a été conquise par les Touaregs et surtout par les islamistes, depuis qu'il y a eu coup d'état le 22 mars 2012.

Puis, à partir de janvier 2013, nous avons été témoins de l'intervention militaire de la France (opération Serval), de la Cédéao dont le Burkina, enfin des Nations Unies pour rétablir l'unité du pays, pour ramener la paix. Puis il y a eu l'élection présidentielle le 11 août 2013. Et IBK (Ibrahim Boubacar Keïta) a eu une grande majorité de plus de trois quarts des votes.

Et nous avons espéré que les choses allaient se calmer.

Que la paix et la prospérité reviendraient.

Mais loin s'en faut.

### La paix insaisissable

Un premier accord de paix entre l'Etat malien et les rebelles du 18 juin 2013, l'Accord de Ouagadougou, n'a tenu que quelques mois. Il y a de nouveau eu des combats. Après leur fin, des interminables négociations, cette fois en Algérie. Finalement, l'Accord d'Alger a pu être signé en 2015 – la dernière signature côté rebelles a été posée le 20 juin, sous considérable pression internationale.

Et depuis ?

Si on dit qu'on avance à la vitesse des escargots, c'est faire tort aux escargots.

Vous vous êtes demandé(e)s, comme moi, pourquoi IBK ne fait rien pour apaiser son pays ? Pourquoi, depuis sa prise de pouvoir, il traîne de tous ses pieds ? Pourquoi, même après la signature du traité de paix durement arraché aux belliqueux de tous les côtés, ça n'avance toujours pas ?

### Tergiversations

Si je ne me trompe pas, l'activité du président malien la plus remarquée de l'année 2016, c'était quand il est tombé dans les pommes lors du sommet sur l'environnement au Maroc. Ou peut-être qu'il ne s'est même pas évanoui. Il était «pris d'un malaise», un malaise «vagabond» – rien de grave, à ce qu'on dit, mais ça l'a empêché de participer à la cérémonie d'ouverture de la COP22 à Marrakech le 7 novembre.

Et je crois que c'est ce qu'il sait mieux faire que toute autre chose : être absent ; tergiverser ; rien faire.

Et je n'ai rien compris : Il doit être conscient que ça va mal, qu'une bonne partie des gens du Mali sont en train de descendre aux enfers. A-t-il si peu d'ambition d'entrer en héros dans les livres d'histoire de son pays ?

Mais : que son pays s'engouffre dans le chaos, que les attaques des terroristes et autres trafiquants sont maintenant monnaie courante dans le centre du pays, et non plus seulement dans le nord, que les attaques tuent des civils et des militaires, ça ne semble pas le déranger grandement.

Et puis j'ai commencé à regarder de l'autre côté.

### Vue de l'extérieur

Le Mali fait partie de ce qu'on appelle le pré-carré français. Bon, les temps changent. La France n'est plus une grande puissance, que ce soit Sarkozy ou Hollande ou Fillon, ils doivent faire ce que Merkel décide. On pourrait donc dire que le Mali est un pré-carré de l'Union Européenne ou de l'Allemagne.

Et si vous suivez ce qui se passe en Europe, alors vous avez dû remarquer que le discours se raffermirait. On arrose et on cultive le sentiment des Européen(ne)s de vivre dans l'insécurité, sous une menace – menace terroriste et menace des migrant(e)s et demandeurs d'exil. L'Union Européenne se fait forteresse, s'appête à se défendre, est en train de devenir une puissance militaire mondiale sous leadership allemand. Les attaques islamistes de ces derniers temps à Paris, Nice, Bruxelles d'un côté, mais de l'autre côté aussi le vote pour le Brexit et puis surtout la victoire de Trump aux Etats-Unis ont été autant d'excuses pour exiger une militarisation plus poussée de cette Union Européenne lauréate du Prix Nobel de la Paix il n'y a de cela pas si longtemps que ça (2012). Et ce n'est pas seulement Angela Merkel qui s'est convertie en belliciste, l'élite politique allemande presque toute entière semble transformée en va-t-en guerre.

### Serval et puis plus grand : Barkhane

Le terrorisme au Mali (comme au Burkina) n'est pas fait maison. C'est un produit d'importation qui a résulté de l'intervention de Sarkozy et Cie en Libye.

Mais c'est comme si la France n'attendait que les troubles touaregs et surtout islamistes au Mali. Il fallait ça pour qu'on demande aux ex-colons de venir en aide, pour qu'on les supplie même d'intervenir. Et c'est ce qu'ils ont fait, sans même penser à la grande crise financière qui secouait, d'après ce qu'on dit, le monde entier dont la France, et en dépensant 647 millions d'euros pour leur opération Serval jusqu'à fin 2013 (chiffres de la cour des comptes française). Ce n'est pas rien. Serval durait encore sept mois avant de passer la main à un dispositif toujours français mais beaucoup plus vaste, élargi à la sous-région, intitulé opération Barkhane, lancée le 1er août 2014 en appui aux «pays partenaires» de la bande sahélo-saharienne, le Tchad, le Niger, la Mauritanie, le Burkina Faso et toujours le Mali (quartier-général à N'Djamena).

Revoici donc les petits-fils de Voulet et Chanoine avec toujours la mission de civiliser, de pacifier, même si ce n'est plus de conquérir pour leur propre compte. Tous bien formés en droits humains, bien sûr (au moins tant qu'il n'y a pas de petites filles qui les séduisent).

### **S'il n'y avait pas le terrorisme, il faudrait l'inventer**

Après la Seconde Guerre mondiale, la terre était bipolaire – et la menace «communiste» a pu justifier l'aide et la présence militaire des Américains, des Français... un peu partout. Après la disparition de l'Union Soviétique, il fallait un remplacement. Et là, le terrorisme a servi – et sert – à merveille. La guerre contre les terroristes a pris la relève de la guerre contre le communisme.

Si les terroristes ne sont pas assez forts, on les aide : l'Arabie Saoudite, grand allié des Etats-Unis (et du Burkina Faso) a subventionné Al-Qaïda à ses débuts ; l'Etat Islamique est un résultat direct des interventions anti-Assad de la coalition Arabie Saoudite-Etats-Unis-Union Européenne en Syrie ; la force des islamistes africains, en dehors peut-être de Boko Haram, est en grande partie l'effet de l'élimination de Kadhafi en 2011.

L'opération Serval a été, dit-on, un succès. Bon : elle n'a pas pu venir à bout du phénomène du terrorisme au Mali, vu les difficultés du terrain... Elle l'a endigué seulement. Mais : N'est-ce pas ce que Paris veut ? Un état des choses où il reste assez de menaces pour qu'on continue d'accueillir les français en grands sauveurs.

L'occupation n'est plus totale, la France n'a plus aucune intention de s'emparer de l'appareil administratif – on a externalisé ces coûts, comme on dit en sciences économiques, en concédant aux colonies leurs indépendances. L'occupation militaire est ponctuelle, ce sont plutôt des battlegroups, des petites unités très souples – qui peuvent venir en aide aux autorités locales, mais qui, ça va sans dire, obéissent à leurs supérieurs français ou européens.

### **Et le pauvre IBK dans tout ça ?**

Revenons au Mali. Le Mali sert de cobaye. C'est là qu'a commencé la nouvelle vague interventionniste française. C'est là que l'armée française a fait la démonstration *en vrai* de ses merveilleuses armes – qu'elle vend cher à l'Arabie Saoudite, aux autres pays du Golfe et à tout état intéressé.

Et le président malien dans ça ? Je crois qu'il était longtemps à la solde de François Hollande. Chargé de ne pas faire obstacle. Avec un demi-pays en déroute, il se serait basé sur quoi pour résister ? Il était chargé d'appeler au secours quand c'était opportun (pour son employeur). Et de ne surtout rien faire pour qu'une vraie paix s'installe – parce que la paix rendrait les néocolonialistes superflus.

### **Et maintenant Merkel prend la relève**

Le 12 décembre, la ministre allemande de la défense, Ursula von der Leyen, a annoncé que l'Allemagne allait augmenter le nombre de ses soldats (sous mandat ONU) au Mali de 650 à 1.000. Bientôt, il y aura des hélicoptères de secours et même des hélicoptères de combat pour les protéger – qui s'ajouteront aux drones de surveillance allemandes, actives depuis début novembre. Depuis quelques années déjà, l'Allemagne s'est engagée dans la formation des militaires maliens (et aussi de quelques pays voisins, dont le Burkina).

Et puis Merkel avait entrepris une tournée africaine en octobre 2016 – avec sa première escale à Bamako. Elle s'est rendue au Niger ensuite (où une nouvelle base militaire allemande va être établie), puis en Ethiopie. Après son retour, elle a reçu, chez elle à Berlin, les présidents tchadien et nigérian.

### **L'avant-garde de la soumission ?**

Et ce voyage vient de porter son premier fruit – et c'est encore le Mali qui se jette à l'eau le premier : le 11 décembre 2016, le pays a conclu un accord avec l'Union Européenne qui devrait servir d'exemple au Niger, à l'Ethiopie, au Nigeria, au Sénégal...

Le Mali promet d'aider l'Union Européenne à se défendre contre les immigré(e)s malien(ne)s illégaux, va l'aider à expulser ses citoyen(ne)s, va les accueillir à leur retour. En échange, il a eu quelques promesses de soutien économique, entre autres pour la réinsertion de celles et ceux qu'on va forcer à retourner.

Bienvenue à la forteresse – de mieux en mieux armée – européenne !

Il n'y a plus beaucoup de doutes qui tient les rênes.